

MARDI 24 NOVEMBRE 2009

[Abonnez-vous](#) [Gérez votre abonnement](#)[À la une](#) > [Hebdo n° 991](#) - [Amériques](#)

COLOMBIE • Paysan, un métier à haut risque

Au cours des dernières années, nombre d'agriculteurs ont perdu leurs terres au profit des trafiquants ou des paramilitaires, qui ont recours à la violence pour les déloger.

29.10.2009 | Cambio

A voir



Les Mardis de *Courrier international* proposent un documentaire réquisitoire contre Coca-Cola.

Le géant américain est accusé d'être impliqué dans l'enlèvement, la torture et le meurtre de syndicalistes colombiens qui luttait pour l'amélioration des conditions de travail dans ses usines d'embouteillage.

L'enquête réalisée par le Grupo Memoria Histórica [le groupe Mémoire historique est issu de la Commission nationale de réparation et de réconciliation, créée en 2005] apporte une fois de plus la preuve de l'échec de la réforme agraire et de l'existence d'une contre-réforme provoquée par le conflit. Cette dernière s'est traduite par une concentration de la terre entre les mains d'une poignée d'individus. L'enquête révèle comment des groupes illégaux, des leaders politiques et des entrepreneurs ont dépossédé de leurs terres des millions de paysans : 5,5 millions d'hectares leur ont été arrachés ces dernières années par des mouvements violents et sont désormais sous le contrôle de nouveaux propriétaires. Quant à ceux qui ont été dépouillés (entre 3 et 3,5 millions de personnes), ils sont condamnés à fuir et ont peu d'espoir de récupérer un jour leurs parcelles. Parmi ceux qui ont tenté de le faire, certains ont été éliminés : le cas de Yolanda Izquierdo, assassinée le 31 janvier 2007, est l'un des symboles de cette lutte [elle avait eu le courage de témoigner contre les paramilitaires].

Des entreprises complices d'expropriations violentes

"Chacun sait que ce sont les grands propriétaires terriens, les narcotrafiquants, les groupes armés et certaines élites qui ont créé des alliances avec les groupes qui ont pris possession de la terre", affirme l'économiste Absalón Machado, directeur de l'enquête du Grupo Memoria Histórica, intitulée "La spoliation des terres et des territoires" [*El despojo de tierras y territorios*]. *"Nous avons cherché à comprendre pourquoi et dans quel but ils*

se sont emparés de ces terres par la force”, ajoute-t-il.

La terre est devenue un instrument stratégique des conflits. Pour certains – propriétaires terriens et entrepreneurs agricoles –, l’objectif est d’investir pour être acteur dans la sécurité alimentaire et la production d’agrocarburants. *“Comme elles présentent une grande biodiversité, les régions de Córdoba, Sucre, Cesar, Magdalena, Urabá, Chocó, Putumayo et Magdalena Medio sont des zones très prisées pour l’exploitation de ressources naturelles”*, souligne Absalón Machado. Pour d’autres – groupes armés, narcotrafiquants –, il s’agit d’implanter dans certaines régions des sympathisants et des membres de leurs familles. Ils s’assurent ainsi l’établissement de routes d’exportation et de zones de culture de la coca. C’est ce qui est en train de se produire dans la région du Chocó (sur la côte pacifique), dans les Llanos (dans le nord-est du pays) et dans la province de Córdoba (dans le Nord).

La violence est la principale technique utilisée pour déposséder les paysans. Les habitants sont forcés de quitter leurs terres et de fuir pour avoir la vie sauve. Dans de multiples cas, les coupables ont cependant recours à des manœuvres juridiques pour obtenir officiellement les droits de propriété. Au Chocó, dans la région du Bajo Atrato, des entreprises comme Urapalma–Palmura, Asibicon, Palmas de Curvaradó, Palmadó, Tuqueka, Selva Húmeda et Fregni Ochoa SA sont intervenues pour apporter leur soutien aux paramilitaires et évincer les chefs et les membres de la communauté.

Grâce à des manœuvres juridiques douteuses, elles ont ainsi pu mettre la main sur près de 35 000 hectares attribués par le gouvernement à des communautés afro-colombiennes. Celles-ci possédaient pourtant des titres de propriété portant la mention *“insaisissable, imprescriptible et inaliénable”*. A Santa Rosa, au sud de Bolívar, des paramilitaires du Bloc Central Bolívar [une branche des Autodéfenses unies de Colombie, AUC] ont eu recours aux menaces et aux assassinats pour obliger ceux qui vivaient à proximité d’une mine d’or à abandonner leurs parcelles. Ils se sont ensuite emparés des terres et de la zone aurifère. Depuis le 19 septembre 2006, le jour de l’assassinat du leader du syndicat des mineurs, Alejandro Uribe, aucun paysan n’a osé y retourner.

Le narcotrafic transforme le paysage agraire

Dans la région d’Urabá, à Chigorodó, des centaines de paysans ont dû abandonner leurs terres parce que leurs titres de propriété avaient été modifiés et portaient désormais les noms d’hommes de paille des AUC. A titre d’exemple, les AUC se sont emparées de La Esperanza – qui appartenait à une coopérative – en falsifiant des signatures et des empreintes digitales. Dans les départements du Sucre et du Magdalena, des groupes paramilitaires ont exercé des pressions sur les paysans endettés ou sur ceux qui sont sur le point d’être saisis. Ils espèrent ainsi les pousser à vendre ou à céder leurs droits de propriété. Dans de nombreux cas, l’offre est inférieure à ce qu’ils pourraient obtenir sur le marché. Dans d’autres cas, les paramilitaires obligent simplement les propriétaires à leur céder les droits de propriété.

Dans le Córdoba, la même propriété a d’abord été attribuée à un groupe de familles déplacées avant de revenir à un groupe d’anciens membres des AUC démobilisés. Comme l’a écrit le chercheur Alejandro Reyes Posada dans son ouvrage *Guerreros y campesinos* [Guerriers et paysans, éd. Norma, inédit en français], *“le paysage agraire a été transformé par les conflits armés et le narcotrafic. Nous nous dirigeons vers une plus grande concentration de la terre, une accélération des déplacements et de l’appauvrissement des petits paysans, une sous-utilisation de la terre liée à l’élevage extensif et une réduction de l’agriculture commerciale et paysanne.”*

© Courrier international 2009 | Fréquentation certifiée par l'OJD | ISSN de la publication électronique : 1768-3076